

## Luc Michel s'évertue à renforcer la paranoïa et la fermeture du régime burundais

Libération, 1 août 2016 Burundi : Fachosphère d'influence Luc Michel, figure mal connue de l'extrême droite conseille le président Pierre Nkurunziza et l'incite à ne pas dialoguer avec l'opposition. Le cortège officiel roule dans la poussière en direction d'un stade entouré d'hommes armés : ce 2 mai, c'est la Fête du travail au Burundi. Pierre Nkurunziza va s'adresser à la nation. Dans l'enceinte, les diplomates étrangers applaudissent poliment, les autorités locales un peu plus fort. A quelques mètres du chef de l'Etat, un Blanc à lunettes est tout sourire. [Photo : Le consultant belge Luc Michel apparaît lors de la Fête du travail burundaise, le 2 mai, dans une vidéo publiée par le pouvoir.]

Quinquagénaire, crâne rasé, vêtu de noir, l'homme est accompagné par une jeune femme qui filme la conférence. Le discours terminé, voilà qu'il enchaîne les photos souvenirs avec les cadres du Conseil national pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir depuis 2005. Surprenant pour les observateurs, ce petit manège est qu'un épisode parmi d'autres du sésame burundais de Luc Michel, citoyen hôte du pouvoir local. Tout juste un an après le début de la crise ouverte par la candidature du président à un troisième mandat, au printemps 2015, Luc Michel a été convoqué neuf jours de vadrouille à travers le pays. Neuf jours durant lesquels ce militant radical, prophète autoproclamé du « national-bolchévisme », a joué les consultants auprès du régime, et a fait la promotion de celui-ci dans les médias et auprès de la population. « Je suis quelque peu controversé, je n'ai pas l'habitude de vendre de l'eau tiède : je vends de l'eau glacée ou de l'eau brûlante », a-t-il déclaré à l'union publique à Bujumbura, entre deux loges d'un « panafricanisme » dont Pierre Nkurunziza s'est fait un nouveau champion. Rebelote fin juillet, cette fois à Quabec, où Luc Michel a accompagné Willy Nyamitwe, frère du ministre des Affaires étrangères et maître de la communication officielle du régime, à une conférence sur « les vrais enjeux de la crise au Burundi ». « National-bolchévisme » « Comme le dit Luc Michel, tous les ennuis du pays viennent du Rwanda et de l'Occident », a enthousiasmé le patron d'un petit hôtel de Ngozi, fief du président dans le nord Burundi, reconnaissant toutefois qu'il ne connaissait rien du personnage quelques jours auparavant. Et pour cause : non seulement il n'était jamais venu dans ce pays avant cette visite, mais de plus, le curriculum vitae

du « géostratège », a été présenté par la communication burundaise, reste extrêmement flou. Présent sur plusieurs sites internet (en plus du sien), Luc Michel, né en 1958, se dit « géopoliticien » sans citer de titre qui pourrait le prouver, s'affirme « juriste » sans qu'on sache dans quelle école il a étudié, ou encore auteur d'un livre sur la Libye. Du côté de l'opposition burundaise, on annonce en cet homme un « nazi » venu encourager le régime dans sa répression. Mais d'où sort donc cet improbable faire-valoir ? Même en Belgique, ils sont peu nombreux à connaître le parcours baroque de ce personnage extrême droite, reconverti avocat providentiel de régimes en déroute. « Il est pratiquement impossible de faire un topo sur Luc Michel, reconnu Jean-Yves Camus, socialiste des droites radicales. Au fond, on ne sait pas vraiment qui il est. » Le journaliste belge Manuel Abramowicz est cependant familier du personnage. « Luc Michel est originaire de Charleroi, une cité minière en déclin, raconte-t-il. Il a commencé son parcours politique dans les années 70, parmi la mouvance nationaliste révolutionnaire, une branche radicale de l'extrême droite. L'homme est devenu ensuite disciple du Belge Jean Thiriart, collaborateur pendant la Seconde Guerre mondiale, issu du socialisme, qui a ensuite thésorisé le « national-bolchévisme ». Cet ambitieux projet veut opposer aux superpuissances américaine et chinoise un « empire européen » autarcique, jacobin et non aligné. En 1984, Luc Michel fonde le Parti communautaire national-européen (PCN), partisan d'une « grande Europe de Vladivostok à Reykjavik-Haïphong au Sahara ». Vomissant à l'anticivilisation yankee, ce parti rejette officiellement le racisme au profit d'un discours révolutionnaire et tiers-mondiste. En dépit de ses grandes ambitions, le mouvement ne passera jamais le stade groupusculaire, pas plus que Luc Michel ne deviendra le nouveau Thiriart. « Humainement, c'est un mec un peu fâché et d'une hallucinante mégalomanie, qui s'est fait des ennemis partout », témoigne un homme qui est passé de la mouvance national-révolutionnaire. « Je me suis dit qu'on était un peu chez les fous », raconte un ancien membre du PCN, qui a participé en 2005 à l'université de l'État du mouvement : « On s'est retrouvés dans une sorte de vacances en Wallonie, à 30 ou 40, dont un certain nombre de Libyens. » Car en parallèle, Luc Michel s'est fait agent d'influence : politiquement proche des régimes autoritaires arabes, il a entretenu des contacts en Syrie et dans l'Irak de Saddam Hussein, avant de se mettre au service de la Libye kadhafienne. « A l'époque, dès que les Libyens trouvaient quelqu'un capable de rouler pour eux, ils l'arrosaient », raconte un ancien de la mouvance PCN. Contacté par Libération, Luc Michel se targue d'avoir présidé à « le réseau paneuropéen des Comités révolutionnaires ». Sur le Net, la seule trace de son séjour est un photomontage le montrant avec le Kadhafi à l'arrière-plan. Depuis 2006, le Belge dirige Eode, un organisme chargé de superviser des élections dans des États à la démocratie douteuse. « AA la demande de ces pays ou de leur Parlement », précise Luc Michel, citant les scrutins en Moldavie ou, plus récemment, le référendum ayant rattaché la Crimée à la Russie. Paranoïa renforcée. Ces derniers temps, enfin, le personnage a renoué avec l'Afrique : partisan de l'unité du continent, comme autrefois d'un grand empire européen, il s'est rapproché avec des dirigeants sur Afrique Méditerranée, une chaîne de télévision créée au Cameroun. « Je suis d'une confiance pour le public, se vante-t-il. Alors quand je soutiens un gouvernement, ça a de l'influence. Moi qui suis "révolutions de couleur" [série de soulèvements populaires en Eurasie et au Moyen-Orient dans les années 2000, ndr] depuis le début, j'ai tout de suite vu que c'est le même modèle qui se répète au Burundi, d'où mon soutien à Nkurunziza. » Pour le Belge, le président burundais est l'un de ces leaders africains « perscutés par le néocolonialisme » et même par le milliardaire George Soros, « un cache-nez du gouvernement américain ». Ce soutien ne pouvait pas échapper à un régime au pied du mur : il a valu à Luc Michel une invitation à découvrir le pays - un voyage appuyé par Willy Nyamitwe, le chef de la communication, en particulier sur les réseaux sociaux. « Je suis arrivé à un moment où le gouvernement manquait d'arguments, alors ils ont pris les miens », affirme Luc Michel. Sur place, il participe avec le président aux « travaux communautaires », dans lesquels les autorités appellent la population à

construire les Ã©difices publics ou Ã  nettoyer les routes. Cette fois-ci, ce sera pour le nouveau stade de Ngozi. Il a dÃ©tailleur assistÃ© Ã  un match de l'Ã©quipe personnelle de Pierre Nkurunziza, le Halleluya FC, et obtenu un entretien filmÃ© au prÃ©sidentiel avec celui qui ne parle Ã  aucun mÃ©dia. Pas ingrat, le conseiller belge s'est fait, en seulement neuf jours, une excellente image de ce pays pourtant en crise ouverte : Ã  LibÃ©ration, il vante son Ã©«autosuffisance alimentaire», Ã  le Ã©«Ã©tat de ses routes» et une sÃ©curitÃ© Ã©«meilleure que ce Ã  quoi [il s'attendait]». Surtout, Luc Michel a martelÃ© propre Ã  renforcer la paranoÃ©a et la fermeture du rÃ©gime burundais, incitant celui-ci Ã  ne pas participer au dialogue avec l'opposition organisÃ©e sous l'Ã©gide du prÃ©sident tanzanien, Benjamin Mkapa - position d'Ã©sormais tenue par les autres qui ont mÃ©me dÃ©sertÃ© le dernier sommet de l'Union africaine au Rwanda. Le leader du PNC a ensuite quittÃ© le Burundi pour la rÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, oÃ¹ il a affirmÃ© son soutien au prÃ©sident Joseph Kabila, dont le dernier mandat doit s'achever en novembre. C'est ensuite en GuinÃ©e-Equatoriale que Luc Michel a fait escale, s'y affichant partisan du rÃ©gime de Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, au pouvoir depuis 1979. Que gagne le gouvernement burundais Ã  exhiber un faire-valoir aussi baroque ? Ã©«Ne pensez pas que les gens sont dupes», nuance une source proche du CNDD-FDD, le parti au pouvoir. Nous savons trÃ©s bien que Luc Michel ne pÃ©se rien en Occident. Mais c'est un Blanc, bon Ã  exhiber dans le Burundi profond. Si l'homme d'Ã©ment avoir Ã©tÃ© rÃ©munÃ©rÃ© pour son dÃ©pense plusieurs observateurs doutent que celui-ci ait Ã©tÃ© effectuÃ© Ã  titre gracieux. Quoi qu'il en soit, Ã©«il est venu pour conclure les thÃ©ses des plus dures du rÃ©gime», explique Innocent Muhozi, directeur de TÃ©lÃ© Renaissance, mÃ©dia indÃ©pendant installÃ© au Rwanda depuis sa fermeture par le gouvernement burundais. C'est leur seul appui "intellectuel". Mais le panafricanisme ne peut pas se faire contre les vies des Africains». Par Dominique Albertini et Pierre Benetti